



Ottawa, Canada

Le Canada d'accord pour réduire sa consommation de pétrole . . . . .	1
Voyage en Asie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures . . . . .	3
Vente de blé à la Chine . . . . .	3
Poisson pour le Tiers-Monde . . . . .	3
Programme de chercheurs-boursiers universitaires . . . . .	4
Création d'une Société québécoise de solidarité internationale . . . . .	4
Le Ô Canada, hymne national . . . . .	4
Mesures pour remédier à la pénurie des logements locatifs . . . . .	4
Début des travaux à la mine Polaris . . . . .	5
Bientôt une papeterie à Amos . . . . .	6
Terre-Neuve présente un festival du homard à Ottawa . . . . .	6
Culture de cacahuètes en Ontario . . . . .	6
Nanaimo en pleine expansion . . . . .	6
La chronique des arts . . . . .	7
Nouvelles brèves . . . . .	8

## Le Canada d'accord pour réduire sa consommation de pétrole

*Les sept pays industrialisés de l'Ouest ont décidé, lors du sommet économique de Venise qui s'est tenu les 22 et 23 juin, d'un nouveau plan qui permettra de diminuer leur besoin de pétrole durant les dix prochaines années et de mettre au point de nouvelles sources d'énergie.*

*Le Sommet a réuni les chefs d'État ou de gouvernement des sept pays suivants: Canada, Japon, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France et États-Unis.*

*Le premier ministre du Canada, M. Pierre E. Trudeau, était accompagné du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, du vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Allan MacEachen, ainsi que du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde.*

*Voici des passages du communiqué commun publié à l'issue du Sommet.*

Au cours de notre réunion, la première de la décennie 1980, nos réflexions, sur le plan économique, ont été dominées par le problème du prix de l'énergie et de son approvisionnement, et ses répercussions sur l'inflation et le niveau d'activité économique dans nos propres pays et dans le monde entier. Faute de pouvoir traiter les problèmes énergétiques nous ne pouvons pas affronter les autres.

La succession d'augmentations importantes du prix du pétrole, sans rapports avec les conditions du marché, et culminant dans les décisions prises dernièrement à Alger par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a abouti, dans la réalité, à une inflation encore plus forte et à la menace imminente d'une récession et d'un chômage sérieux dans les pays industrialisés. Du même coup, les perspectives de croissance des pays en développement s'en sont trouvées minées et dans certains cas virtuellement anéanties. Nous pensons que certains des pays exportateurs de pétrole prennent de plus en plus conscience de ces répercussions. Car, pour la réalisation de leur potentiel de développement économique et de prospérité, les pays industrialisés du monde libre, les pays producteurs de pétrole et les pays en développement non producteurs de pétrole sont incontestablement interdépendants. Chacun peut surmonter les obstacles au développement,

mais à condition d'oeuvrer ensemble dans l'intérêt de tous...

### L'inflation, première des priorités

La réduction de l'inflation est la première des priorités et bénéficiera à tous les pays. L'inflation freine la croissance et nuit à tous les secteurs de nos sociétés. Une politique énergétique de rigueur budgétaire et monétaire est nécessaire pour briser les anticipations inflationnistes. Quant au

### Les sommets économiques

Le sommet de Venise est le sixième d'une série de réunions organisées au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Le premier sommet s'est tenu à Rambouillet (France) en novembre 1975 (le Canada n'y avait pas participé), le second à Porto Rico, en juin 1976, le troisième à Londres, en mai 1977, le quatrième à Bonn, en juillet 1978, et le cinquième à Tokyo, en juin 1979.

Les ministres des Affaires étrangères et les ministres des Finances, de même que le président de la Commission des communautés européennes, participent aussi à ces sommets dont les discussions sont principalement d'ordre économique.

Le Canada sera l'hôte du prochain sommet.

C'était cette semaine...

Le 15 juillet 1870, le Manitoba devenait officiellement une province du Canada.

dialogue entre partenaires sociaux, il doit être poursuivi pour les mêmes raisons. Nous devons maintenir une coordination internationale efficace pour mener à bien cette politique de rigueur, mais aussi pour nous protéger contre la menace d'un chômage croissant et d'une récession à l'échelle mondiale.

Nous nous sommes engagés à encourager l'investissement et l'innovation afin d'accroître la productivité, à favoriser la redistribution des ressources des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, et à promouvoir l'utilisation la plus efficace des ressources sur le plan tant national qu'international. Pour cela, il faudra opérer des transferts de dépenses du secteur public vers le secteur privé, et de la consommation à l'investissement, et éviter ou limiter soigneusement les actions protégeant des industries ou des secteurs particuliers des rigueurs de l'ajustement. A court terme, il sera peut-être difficile, économiquement et politiquement, de prendre des mesures de ce genre, mais cela est essentiel pour parvenir à une croissance soutenue non inflationniste et pour améliorer l'emploi, ce qui est notre objectif principal...

### Épargner l'énergie

Nous devons rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation du pétrole. Nous avons la ferme intention d'atteindre cet objectif au cours des dix prochaines années.

Cette stratégie exige des économies accrues de pétrole et une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation des sources d'énergie alternatives.

A cette fin, il conviendrait de recourir le plus possible aux mécanismes des prix. Les prix pétroliers intérieurs devraient tenir compte des prix mondiaux représentatifs. Les mécanismes du marché devront être complétés, en tant que de besoin, par des mesures administratives et des incitations de nature budgétaire. L'investissement dans le secteur de l'énergie contribuera de manière substantielle à la croissance économique et à l'emploi.

Nous nous félicitons des récentes décisions de la Communauté européenne économique (CEE), de l'Association internationale de l'énergie (AIE), et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant la nécessité de changements structurels à long terme pour réduire la consommation de pétrole, la mise en place de procédures permanentes pour en surveiller l'évolution,



Sur cette photo prise à Venise à la veille du Sommet l'on reconnaît de gauche à droite: le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing, le premier ministre d'Italie, M. Francesco Cossiga, le président des États-Unis, M. Jimmy Carter, le premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Margaret Thatcher, et le président de la CEE, M. Roy Jenkins. Le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Saburo Okita, ne paraît pas sur la photo.

l'utilisation éventuelle des plafonds d'importation de pétrole pour faire face à des situations de tension sur le marché et la coordination des politiques de stockage pour atténuer l'effet d'une désorganisation du marché...

Pour économiser le pétrole dans nos pays:

- nous sommes convenus qu'aucune nouvelle centrale au fuel ne devra être construite sauf circonstances exceptionnelles et que la conversion des centrales au fuel en installations fonctionnant avec d'autres combustibles devra être accélérée;
- nous redoublerons d'efforts, en recourant si nécessaire à des incitations de nature budgétaire, pour accélérer le remplacement du pétrole dans l'industrie;
- nous encouragerons les investissements économisant le pétrole dans les bâtiments à usage résidentiel ou commercial, si besoin est en utilisant des incitations financières et en fixant des normes d'isolation. Nous attendons du secteur public qu'il donne l'exemple;
- dans le domaine des transports, notre objectif est d'introduire des véhicules de plus en plus économes en carburant. La demande des utilisateurs et la concurrence entre fabricants vont déjà dans ce sens. Nous accélérerons ce processus, le cas échéant, par des accords ou des normes permettant de réduire la consommation

de carburant des automobiles, par des décisions portant sur les prix de l'essence et la fiscalité applicable, par la recherche et le développement, enfin en rendant les transports en commun plus attrayants.

### Sources d'énergie alternatives

Nous devons faire appel aux ressources énergétiques autres que le pétrole pour répondre aux besoins en énergie rendus nécessaires pour la croissance économique future. Ceci nécessitera des actions immédiates, résolues et de grande portée. Nos possibilités d'accroître l'offre et l'utilisation de sources d'énergie autres que le pétrole au cours des dix prochaines années sont évaluées à l'équivalent de 15 à 20 millions de barils de pétrole par jour. Nous avons la ferme intention de renforcer et de coordonner nos efforts pour que cela devienne une réalité. C'est pourquoi nous chercherons à accroître sensiblement l'utilisation du charbon, à développer le recours à l'énergie nucléaire et à augmenter sensiblement, à plus long terme, la production de combustibles de synthèse ainsi que les autres ressources d'énergie renouvelables.

Nous encouragerons la prospection et la mise en valeur de nos propres ressources d'hydrocarbures pour assurer la pro-

(suite à la page 8)

## Voyage en Asie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Après avoir participé au sommet de Venise, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, s'est rendu dans quatre pays d'Asie: Turquie, Malaisie, Singapour et Hong Kong.

A Kuala Lumpur (Malaisie), M. MacGuigan était invité par les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE\* à participer, le 28 juin, à une ronde de discussions qui a suivi la réunion annuelle des ministres. C'était la première fois que le Canada participait à une réunion des membres de l'ANASE. Y assistaient également les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde, ainsi qu'un représentant de la Communauté économique européenne.

### Coopération Canada-ANASE

A l'issue de la réunion, M. MacGuigan a qualifié de très productifs ses entretiens avec les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE et il a déclaré que le Canada avait des relations de plus en plus étroites avec les membres de cette association. Ainsi, on s'attend qu'au cours des prochaines années le Canada fournisse aux membres de l'ANASE une aide au développement de plus de \$200 millions. En 1979, les échanges bilatéraux se sont accrus de plus de 40 p. cent. Enfin, le Canada et les membres de l'ANASE se consultent sur un ensemble vaste et varié de questions économiques et politiques internationales.

### Condamnation des attaques vietnamiennes

Lors de ses entretiens à Kuala Lumpur, M. MacGuigan a confirmé son appui aux ministres des Affaires étrangères de l'ANASE dans leur condamnation des récentes attaques vietnamiennes à la frontière thaï-cambodgienne. Il a également fait part de la vive inquiétude que lui causent les incursions vietnamiennes en territoire thaïlandais, notant que la Thaïlande a généreusement accordé le premier asile à des centaines de milliers de réfugiés indochinois depuis 1975, et que l'action vietnamienne a causé inutilement des souffrances et des morts chez les réfugiés kampuchéens et les ressortissants thaïlandais à proximité de la frontière. Enfin, le Ministre a lancé un appel à tous les

pays, les exhortant à ne poser aucun geste qui augmenterait les tensions et l'instabilité dans la région et ajouterait aux souffrances qu'y éprouvent déjà les peuples de la péninsule indochinoise.

### Vers un accord de coopération industrielle et technique

Pour souligner l'engagement du Canada envers la stimulation de la coopération économique, M. MacGuigan a proposé que le Canada et l'ANASE entreprennent des négociations préliminaires pour étudier la possibilité de conclure un accord de coopération industrielle et technique. L'accord proposé engloberait des programmes de coopération industrielle et d'assistance technique, outre certaines formes traditionnelles d'aide au développement (par exemple, l'appui aux secteurs des pêches et des forêts) qui ont été discutées pendant les réunions. Un tel accord faciliterait également la coopération entre les secteurs privés de l'ANASE et du Canada.

Avant de se rendre à Kuala Lumpur, le Ministre avait présidé la délégation canadienne à la session ministérielle ordinaire du Conseil de l'Atlantique-Nord (OTAN), tenue à Ankara (Turquie) les 25 et 26 juin.

### Singapour et Hong Kong

Après son séjour à Kuala Lumpur, M. MacGuigan a effectué une visite officielle à Singapour (29 juin-1er juillet). Il a eu des entretiens avec le gouvernement de ce pays et participé aux célébrations de la Journée du Canada.

Depuis de nombreuses années, le Canada et Singapour entretiennent des liens étroits fondés sur leur appartenance au Commonwealth et plusieurs perceptions semblables des questions internationales. La visite a renforcé cette relation et souligné le fait que Singapour est le plus important partenaire commercial du Canada en Asie du Sud-Est.

La dernière étape du voyage de M. MacGuigan était Hong Kong (1er-3 juillet). Pendant son séjour, le Ministre a rencontré des représentants du gouvernement local, dont le gouverneur de Hong Kong, Sir Murray MacLehose. Il a prononcé, également, une importante allocution devant un groupe d'hommes d'affaires locaux et canadiens sur l'intensification des liens avec la région du Pacifique.

## Vente de blé à la Chine

La Chine achètera 1,4 million de tonnes de blé au Canada à la suite d'un contrat de vente passé avec la Commission canadienne du blé.

La livraison commencera en août et se poursuivra sur six mois, jusqu'en janvier 1981 inclus. L'expédition se fera entièrement des ports du Pacifique.

Ce dernier contrat, conclu avec l'Office national d'importation et d'exportation des céréales, oléagineux et produits alimentaires de la Chine, a été négocié à Pékin par des représentants de la Commission canadienne du blé.

Le nouveau contrat est le second que la Commission négocie depuis la signature du contrat-cadre d'une durée de trois ans avec la Chine annoncé le 26 février 1979.

## Poisson pour le Tiers-Monde

Le gouvernement a établi un programme de \$2 millions pour l'achat de maquereau en boîte, a annoncé le ministre des Pêches et des Océans, M. Roméo LeBlanc. Le Programme est établi en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, et il fait suite à un programme similaire établi l'an passé.

Le maquereau, acheté aux producteurs des provinces de l'Atlantique et du Québec, permettra de satisfaire aux exigences des programmes canadiens d'aide alimentaire et de développement qu'administrent l'Agence canadienne de développement international et le Programme alimentaire mondial.

En plus de fournir une excellente source de protéines aux pays en voie de développement, l'achat assurera aux pêcheurs canadiens de maquereau un débouché constant pour leurs prises et augmentera les perspectives d'emploi des travailleurs canadiens des usines de transformation.

Les producteurs de maquereau en boîte recevront \$14,60 pour chaque caisse (24 boîtes de 400 g) livrée aux entrepôts de l'Office des prix des produits de la pêche, à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) ou à Dartmouth (Nouvelle-Écosse), soit une hausse de \$1,20 par rapport au prix payé dans le cadre du programme de l'an dernier. Le produit en conserve doit provenir de maquereau de première qualité, mis en glace à bord du bateau de pêche.

\* Association des nations de l'Asie du Sud-Est, regroupant l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines.

## Programme de chercheurs-boursiers universitaires

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) a mis en place un programme de chercheurs-boursiers universitaires, dans le but de fournir à un certain nombre de chercheurs d'avenir l'occasion de poursuivre leur carrière dans les domaines des sciences naturelles et du génie. Jusqu'à 100 bourses de cinq ans d'un montant annuel de \$23 500 chacune sont offertes cet été. Pour l'année 1980-1981, le montant total des bourses pourrait atteindre \$2,35 millions.

Ce nouveau programme est l'une des mesures visant à combler les besoins de main-d'oeuvre spécialisée soulignés dans le plan quinquennal du CRSNG pour l'aide à la recherche universitaire. Ce plan a été rendu public en novembre dernier.

Les candidats doivent détenir un doctorat en sciences naturelles ou en génie et posséder une expérience équivalente à celle normalement requise des candidats aux postes de professeurs adjoints dans la même discipline.

## Création d'une Société québécoise de solidarité internationale

Le Québec a créé récemment un organisme à but non lucratif qui conseillera le ministère de l'Immigration du Québec. Son autre but sera de faire prendre conscience aux Québécois de la situation des réfugiés dans le monde.

Autonome, la nouvelle société pourra "gérer des fonds et organiser des souscriptions sous la tutelle de l'administration publique", a précisé le ministre québécois de l'Immigration, M. Jacques Couture. Les sommes recueillies seront versées aux branches québécoises de certains organismes, tels que la Croix-Rouge, UNICEF, OXFAM, Développement et Paix, et la SUCO.

La Société québécoise de solidarité internationale (SQSI) va également "profiter de l'évaluation des situations de détresse" pour indiquer au ministre la meilleure façon d'utiliser les \$500 000 alloués, dans le budget du ministère, à "des interventions lors des situations de détresse ou encore des mouvements de réfugiés".

## Mesures pour remédier à la pénurie des logements locatifs

La construction de logements locatifs sera accélérée dans un certain nombre de régions du Canada où le taux d'inoccupation est très faible, a annoncé le ministre responsable du logement, M. Paul Cosgrove.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement augmentera de 5 000 le nombre de logements pouvant être construits dans le cadre des programmes de logement social prévus, au cours de la présente année, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le nombre total de ces logements se chiffre maintenant à 30 000.

Selon le Ministre, ces mesures ont pour objectif d'aider les ménages à revenu faible ou modéré qui habitent dans certaines zones désignées et qui ne peuvent trouver un logement locatif convenable, à un prix abordable.

Tous les logements additionnels seront construits aux termes des programmes de logements à but non lucratif et de logement coopératif. L'aide maximale accordée sous forme de subvention en vertu de ces mesures équivaut à une réduction de l'intérêt à deux p. cent sur un prêt consenti à 100 p. cent de la valeur d'emprunt, dont la période d'amortissement est de 35 ans.

Les programmes de logements à but non lucratif et de logement coopératif prévus aux termes de la Loi nationale sur l'habitation ont permis, ces dernières années, d'atteindre de façon particulièrement efficace les objectifs du gouvernement en matière de logement social. Le nombre de logements (18 000) approuvés en 1979 en vertu de ces programmes avait plus que doublé celui de 1978.

Le Ministre a fait remarquer que Vancouver, avec un taux d'inoccupation de 0,2 p. cent, et Toronto, avec 1,1 p. cent, sont deux régions où la pénurie de logements locatifs est considérée critique.

Le Ministre a ajouté que, sur recommandation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 3 736 unités de logement seraient réparties comme suit: 2 200, à Toronto; 892, à Vancouver; 435, à Calgary et 209, à St-Jean.

Les 1 264 qui restent seront réservées à d'autres municipalités où l'on reconnaîtra la nécessité de construire d'autres logements locatifs à prix moyen.

## Le Ô Canada, hymne national

À la veille du cent treizième anniversaire du Canada, la Chambre des communes a voté une loi faisant du chant national *Ô Canada*, l'hymne national.

C'est le 24 juin 1880, à l'occasion de la fête de la Saint-Jean-Baptiste, que les paroles du *Ô Canada* composées par Sir Adolphe Basile Routhier ont été chantées pour la première fois à Québec sur



la musique de Calixa Lavallée. En 1908, la version anglaise de Robert Stanley Weir commença à s'imposer d'un bout à l'autre du pays. "Depuis 100 ans, le *Ô Canada* s'est taillé une place particulière dans le coeur de tous les Canadiens en ce qu'il a toujours exprimé de façon singulière notre fierté nationale et notre identité", a déclaré le Secrétaire d'État, M. Fox.

Des musicologues de la Bibliothèque nationale ont établi qu'en mai 1880, après que Calixa Lavallée eut terminé son manuscrit, l'éditeur Arthur Lavigne annonça son intention d'en imprimer une première édition de 5 000 exemplaires à offrir gratuitement et de 1 000 exemplaires à vendre. Le juge Adolphe-Basile Routhier écrivit alors les paroles de l'hymne. Le seul exemplaire connu de cette première édition est conservé au séminaire de Québec.

De leur côté, les Postes canadiennes ont émis le 6 juin dernier des timbres commémoratifs représentant les premières mesures de l'hymne *Ô Canada* et les portraits stylisés de ses compositeurs.



## Début des travaux à la mine Polaris

Au début de mars, une équipe de 14 personnes s'est rendue dans l'île Little Cornwallis (Territoires-du-Nord-Ouest) pour travailler au projet Polaris (*Hebdo Canada*, vol. 8, n. 1); il s'agit là du premier pas vers l'implantation d'une industrie du plomb et du zinc dans l'Arctique canadien.

La mine sera exploitée par la compagnie Cominco Ltd. qui a chargé la division torontoise des Mines et des Métaux de Bechtel Canada de la construction de la mine dans la partie sud-ouest de l'île, petite île de la toundra arctique, gelée la plus grande partie de l'année et qui se trouve à quelque 1 450 kilomètres du pôle Nord.

L'île possède des réserves de deux métaux importants, le zinc et le plomb (14,1 p. cent de zinc, 4,3 p. cent de plomb). Par l'importance de ses réserves, estimées à 23 000 000 de tonnes pour les deux métaux, cette mine se placera au onzième rang mondial. La production quotidienne sera d'environ 208 000 tonnes métriques de concentré de zinc et de plomb combinés.

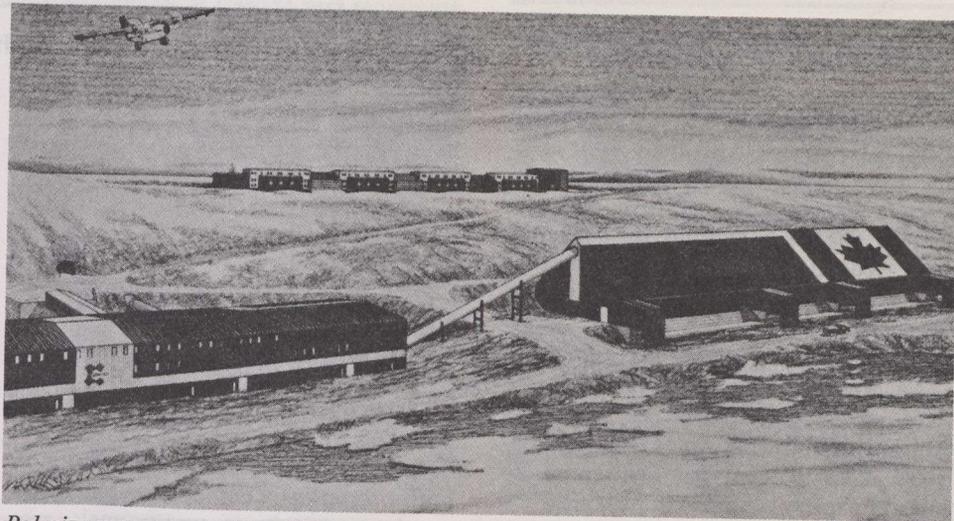
L'exploration sur les lieux a commencé en 1960 et les dépôts ont été découverts en 1971 par des forages de surface, puis confirmés un an plus tard par une exploration souterraine.

Cominco pense que malgré les "obstacles extraordinaires" à surmonter, en raison de l'isolement et des conditions climatiques rigoureuses de Polaris, il est possible d'installer avec succès une industrie du plomb et du zinc dans l'Arctique canadien.

### Usine transportée par péniche

Bechtel Canada affrontera ces "extraordinaires obstacles" en assumant ses responsabilités en matière d'ingénierie, approvisionnement, construction et gestion du projet pour l'usine de transformation et pour les installations connexes.

Certains obstacles inhérents à la construction d'une usine de transformation complexe dans le Nord seront évités. Ainsi, l'on construira l'usine dans le Sud du Canada. Elle fera partie d'une grande péniche qui lui servira de contenant d'expédition, puis de fondations. Cette péniche, actuellement en construction au chantier naval Davie Shipbuilding, à Lauzon (Québec), mesurera 120 mètres sur 30 mètres (soit presque les dimensions



*Polaris vu par un artiste; l'usine de transformation (grande péniche) au premier plan à gauche, l'entrepôt à droite et les locaux d'hébergement à l'arrière-plan.*

Cominco Ltd est une compagnie canadienne (96,77 p. cent de ses actions sont enregistrées au Canada) dont les activités se font à l'échelle internationale et dont les principaux intérêts sont le zinc et le plomb.

Ses activités vont de l'exploration minérale à la mise en marché internationale en passant par l'exploitation, la fusion, le raffinage et la production des sous-produits. Cominco s'occupe aussi des services annexes tels que le commerce, l'embarquement/débarquement et l'énergie électrique.

Le siège de la Société est à Vancouver.

d'un terrain de football) et transportera l'usine de transformation du projet Polaris (le concentrateur, la centrale électrique, l'entrepôt, les vestiaires, les magasins et les bureaux) sur les lieux d'exploitation de la mine. Arrivée à destination, la grande péniche sera fixée sur un socle en terre et formera "les fondations de l'usine".

### Une bulle contre le froid

Un autre obstacle majeur est le climat arctique. Pour y remédier, le bâtiment d'hébergement de Polaris sera construit par sections sous une bulle géante, de la grandeur d'un gymnase, qui servira à protéger l'équipe de construction du rigoureux hiver arctique. Au fur et à mesure que les travaux avanceront, la bulle, qui sera sur rails, sera déplacée pour abriter la construction de la section suivante.

Une fois terminé, le bâtiment pourra

héberger 240 personnes et il comportera une grande salle à manger, une salle de loisirs, une salle pour les soins médicaux et les bureaux de l'administration. La bulle servira alors de gymnase.

Les travaux ont commencé par la construction de quais temporaires et l'agrandissement de la piste d'atterrissage de l'île. Ces travaux sont effectués par des températures de -40° Celsius, sans protection de la bulle.

La construction durera environ deux ans. A son point culminant, on estime qu'il y aura 200 personnes sur l'île. D'autres travailleront à l'usine de transformation. La construction de la grande péniche donnera du travail à 320 ouvriers. Il y aura plus de 200 employés permanents lorsque l'exploitation de la mine commencera en 1982.

### La mode dans l'Arctique

Complet de ville et cravate sont hors de question pour les personnes qui, comme M. Greg Braganza, chef de bureau au projet Polaris, travailleront à la mine Polaris. M. Braganza devra porter des bottes intérieures, des bottes extérieures, des moufles, des gants et d'autres moufles, trois paires en tout, plus des pantalons pour la neige, de chaudes chaussettes de laine et un parka spécialement conçu pour l'Arctique.

Un satellite relie l'île au reste du Canada et du monde. Le courrier arrive jusqu'à Resolute, petite localité située à 96 kilomètres au sud-est du chantier, sur la grande île de Cornwallis.

Une fois terminée, cette mine sera la mine de métal la plus au nord du monde.

## Bientôt une papeterie à Amos

La société Donohue-Normick construira, à Amos (Québec), la première usine canadienne de papier-journal contrôlée par des intérêts francophones, grâce à une subvention de \$24,6 millions du gouvernement fédéral. C'est ce que révèle un article de Paul Morisset publié dans *Le Devoir* du 3 juin. De son côté, le gouvernement du Québec versera \$16,4 millions.

La société Donohue-Normick a été créée en septembre 1979 en vue de la création de l'usine d'Amos. Elle est contrôlée à 51 p. cent par l'entreprise de pâtes et papiers Donohue dont le siège est à Québec. Pour sa part, Normick-Perron, entreprise de produits de bois, située à La Sarre (Québec), détient 49 p. cent du capital.

L'usine d'Amos, qui devrait être achevée d'ici deux ans, produira 160 000 tonnes métriques de papier journal par année. Elle créera quelque 250 emplois permanents à l'usine même et une centaine d'autres en forêt. Les travaux de construction fourniront du travail à 500 ouvriers environ.

## Culture de cacahuètes en Ontario

Une industrie qui pourrait rapporter \$50 millions par an vient de voir le jour en Ontario.

Un agriculteur de Windham Centre (Ontario), M. Jim Picard, est le premier Canadien à se lancer dans la culture des cacahuètes et à ouvrir une usine pour les écaler.

"Cette année, nous sommes sept cultivateurs qui cultivons environ 80 hectares de cacahuètes et nous espérons en écaler 200 000 livres", déclare M. Picard.

Une partie des cacahuètes écalées, rôties, grillées seront vendues dans une petite boutique adjacente à l'usine même. Mais M. Picard devra aussi satisfaire aux commandes reçues de plusieurs clients pour lesquels il devra produire des récoltes sur une grande échelle dans les années à venir.

Une firme de Montréal, Skippy Peanut Butter, appuie fortement cette nouvelle industrie et "prendra tout ce que nous pourrions produire", dit M. Picard.

D'autre part, les écales peuvent être utilisées pour des matériaux compressés de l'industrie de la construction, des bûches pour foyers, des produits net-

## Terre-Neuve présente un festival du homard à Ottawa

Un festival d'un genre inusité a eu lieu dernièrement à Ottawa, le Festival du homard et des fruits de mer.

Le Festival était organisé par le ministre des Pêcheries de Terre-Neuve et celui du tourisme, de la Récréation et de la Culture de cette même province, en collaboration avec l'hôtel Château Laurier d'Ottawa, dans le but de faire connaître les produits de la pêche de Terre-Neuve, en particulier le homard, les crustacés et les autres fruits de mer.

Le Festival a débuté par un goûter buffet somptueux composé de plats terre-neuviens typiques et traditionnels, mettant en vedette le homard et les fruits de mer. Le *Screech*, alcool renommé de Terre-Neuve, formait la base des cocktails.

Un montage photographique et divers agrès de pêche tels que des cages à homards, des filets, des bateaux de pêche et divers produits de la mer sont restés exposés durant toute la durée du Festival.

L'ensemble musical bien connu de Terre-Neuve, *Figgy Duff*, a donné plusieurs concerts dans le cadre du Festival.

A cette occasion, les menus du Château Laurier offraient, entre autres, du homard frais (apporté chaque jour par avion directement de Terre-Neuve), du pâté de morue, des filets de carrelet sautés, une mousse au saumon et le potage au poisson de Terre-Neuve.

Un stand du ministère du Tourisme de Terre-Neuve a permis aux visiteurs de se renseigner sur les nombreuses possibilités de vacances dans l'île.

Le ministre des Pêcheries de Terre-Neuve, M. James Morgan, a indiqué que des festivals semblables sont présentés dans les hôtels de la compagnie Canadien national pour faire apprécier aux Canadiens et visiteurs la haute qualité des produits de la pêche de Terre-Neuve.

## Nanaimo en pleine expansion

Nanaimo, ville côtière de la Colombie-Britannique, se trouve à la veille d'une phase d'expansion économique. Cette ville de 40 000 habitants abrite d'importantes activités économiques et possède les possibilités voulues pour en accueillir de nouvelles.

Ainsi, la ville a une usine de pâte à papier, plusieurs scieries sont en production et on prévoit l'aménagement de grandes usines de nouveaux produits forestiers. Une station fédérale de recherches en biologie, une base militaire et un hôpital, l'un des principaux de la province, assurement de nombreux emplois.

Nanaimo a aussi une vocation maritime, et une deuxième usine de traitement de poisson ouvrira cette année. De plus, le port est appelé à jouer un rôle croissant au fur et à mesure de l'expansion du port de Duke Point et de l'excédent de tonnage au port de Vancouver.

Le coût relativement bas des maisons et un climat peu pluvieux sont autant d'attraits pour les retraités qui veulent s'établir dans cette ville. Enfin, les environs de Nanaimo n'étant pas surpeuplés les problèmes d'ordre écologique ne se posent pas sérieusement et la ville songe à attirer des installations de stockage de pétrole dont ne veut pas la ville de Victoria, ainsi que d'autres industries.

L'exploitation intensive du charbon au coeur de l'île de Vancouver engendrera aussi un essor économique au cours de la décennie.



Un pot de cacahuètes de Valence, échantillon de la première récolte expérimentale de M. Picard.

toyants abrasifs et même dans les produits de fourrage pour les animaux. "Tout ce que nous semons peut servir à quelque chose", dit-il.

## La chronique des arts

### Radio-Canada remporte le premier prix de radiodiffusion

*The Longest Journey*, documentaire sur la naissance, a valu aux services anglais de la société Radio-Canada le prix George Foster Peabody. C'est la première fois que Radio-Canada figurait au palmarès.

Les prix Peabody sont décernés chaque année, au terme d'une compétition internationale, aux services publics de radiodiffusion ou de télévision qui se sont signalés par l'excellence de leur production. Le programme primé retrace la première et la plus longue aventure de l'être humain, de sa conception à la naissance. Le scénario est d'Elisabeth Grove-White, de Toronto, la réalisation d'Eithne Black. Ce documentaire, diffusé pour la première fois l'automne dernier sur les ondes du réseau anglais de Radio-Canada dans le cadre de la série *Open Circuit*, sera retransmis le 20 juillet.

### Artistes canadiens à Paris

Treize artistes canadiens participeront à la Onzième Biennale de Paris qui aura lieu du 20 septembre au 3 novembre. Cette participation se fera sous les auspices du ministère des Affaires extérieures.

La Biennale est une prestigieuse exposition internationale ouverte aux diverses branches de l'art, y compris les formes d'expression artistique d'avant-garde.

Les artistes suivants ont été choisis après consultation avec les commissaires du Comité de la Biennale:

— catégorie "oeuvres-objets", David Craven, Robert Fish, Raymond Gervais et John Massey;

— catégorie "art vidéographique", Susan Britton, Elizabeth Chitty, Kate Craig, Margaret Dragu et Noel Harding;

— catégorie "arts du spectacle", Timothy Denis Clark, Max Dean, John Greyson et Kim Tomczak.

Les oeuvres-objets pourront être vues pendant toute la durée de l'Exposition, et les vidéogrammes seront présentés de façon continue parallèlement aux oeuvres vidéographiques d'autres artistes internationaux, alors que les quatre artistes de la scène se produiront vers la fin du mois d'octobre.

Le nombre des artistes canadiens représentés à la Biennale dépassera celui des autres pays, à l'exception de la France, pays hôte, qui présentera 28 artistes.

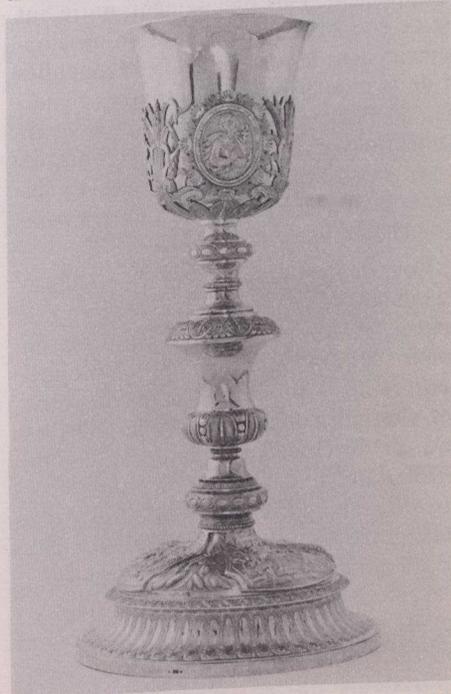
Cette année, le Canada sera représenté pour la première fois auprès du Comité grâce à la nomination au poste de commissaire de M. Alvin Balkind, conseiller artistique, choisi à la suite de consultations entre le ministère des Affaires extérieures et le Conseil des arts. Le rôle de M. Balkind consiste à formuler des recommandations et à coordonner la participation canadienne.

D'après lui, les Canadiens choisis pour participer à la Biennale sont des artistes qui, par leurs oeuvres, se situent à la fine pointe de l'avant-garde canadienne; certains d'entre eux ont acquis une grande renommée auprès des critiques et du public.

### L'art dans un village québécois, hommage à Gérard Morisset

Dans le cadre de ses expositions estivales consacrées au patrimoine québécois, le Musée des beaux-arts de Montréal présente actuellement une exposition sur le village tricentenaire de Cap-Santé, petite localité située en amont de Québec sur la rive nord du Saint-Laurent.

L'Exposition, intitulée *Cap-Santé, comté de Portneuf*, retrace l'évolution de ce village et s'attache à démontrer comment le milieu a pu stimuler la création d'oeuvres d'art savant. Les tableaux, dessins, pièces d'orfèvrerie, sculptures et documents rassemblés recréent l'évolution de l'art québécois telle que vécue à



Calice d'argent, François Sasseville, 1845.

### Québecor crée un prix littéraire

Le *Journal de Montréal* a annoncé qu'il créait un prix littéraire doté d'une bourse de \$1 500. Le Prix sera remis, en septembre prochain, à "un auteur dont un ouvrage aura été publié durant l'année d'attribution".

Le quotidien du groupe Québecor marque ainsi le seizième anniversaire de sa fondation.

Un deuxième prix de \$500, également doté par le quotidien montréalais et appelé Prix de l'UEQ, ira à "un écrivain à ses premières armes afin de l'encourager à poursuivre sa carrière".

### Cap-Santé.

Parmi les artistes représentés, mentionnons les sculpteurs Louis Jobin, Jean Valin et Gilles Bolvin; les orfèvres Laurent Amiot, François Sasseville et Pierre Lespérance et les artistes visuels George Hériot, James Hunter, Antoine-Sébastien Falardeau, Elzébert Garneau et Gérard Morisset. Un montage vidéo — dont la recherche a été faite par Jeannette Trépanier et la réalisation confiée à Martin Labbé — servira en outre à évoquer des aspects de la vie du village de Cap-Santé en 1980.

L'Exposition a été montée avec la collaboration de la Société historique de Cap-Santé. Elle veut être non seulement un hommage au village qui a su créer et préserver un riche patrimoine témoignant de l'histoire artistique en milieu rural québécois, mais aussi un hommage à Gérard Morisset (1898-1970), historien d'art qui naquit et grandit à Cap-Santé. En plus d'être écrivain, M. Morisset occupa divers postes importants dont ceux de directeur de l'enseignement du dessin de la province du Québec et de directeur-fondateur de l'Inventaire des oeuvres d'art et conservateur du Musée du Québec.

A l'occasion de l'Exposition, sera lancée une nouvelle édition du livre de Gérard Morisset, *Le Cap-Santé, ses églises et son trésor* (1949).

Dernièrement avait lieu à l'Île-du-Prince-Édouard le lancement d'un livre de Georges Arsenault intitulé *Émigration des Acadiens de l'Île*.

## Le Canada... (suite de la page 2)

duction maximum sur une longue période.

Dans le même temps, nous comptons doubler la production et l'utilisation de charbon d'ici 1990. Nous encouragerons la conclusion d'engagements à long terme entre les producteurs et les utilisateurs de charbon. Les pays exportateurs comme les pays importateurs devront améliorer leurs infrastructures, dans toute la mesure où cela est justifié au plan économique, afin d'assurer le niveau nécessaire d'offre et d'utilisation du charbon. Nous attendons les recommandations du Comité consultatif international de l'industrie charbonnière. Elles seront examinées sans retard. Nous sommes conscients des risques que la production et l'utilisation croissantes du charbon font courir à l'environnement. Nous réaffirmons notre engagement de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le recours accru aux combustibles possibles, notamment le charbon, ne porte pas atteinte à l'environnement.

Nous soulignons la contribution vitale de l'énergie nucléaire à un approvisionnement en énergie plus sûr. Il est indispensable d'en accroître le rôle si nous voulons couvrir les besoins énergétiques mondiaux. Nous devons donc augmenter notre capacité de production nucléaire. Nous continuerons d'accorder la première des priorités à la santé et à la sécurité des citoyens ainsi qu'à l'amélioration des méthodes permettant de résoudre les problèmes d'accumulation des combustibles usés et d'élimination des déchets radioactifs. Nous réaffirmons qu'il importe d'assurer un approvisionnement fiable en combustible nucléaire et de réduire au minimum les risques de prolifération...

Notre stratégie globale a comme objectif de répondre aux besoins en énergie

des dix années à venir. Nous sommes convaincus qu'elle est susceptible de réduire la demande, notamment celle de pétrole, sans gêner la croissance. Au cours de la décennie, cette stratégie devrait nous permettre de ramener, dans nos pays, à 0,6 environ le rapport entre l'accroissement de la consommation collective d'énergie et la croissance économique. Nous en attendons également une réduction de 53 p. cent actuellement à environ 40 p. cent en 1990 de la part du pétrole dans notre demande totale d'énergie, et nous prévoyons qu'en 1990 notre consommation collective de pétrole sera suffisamment inférieure aux niveaux actuels pour que l'offre et la demande s'équilibrent à des prix acceptables.

Nous continuons à penser que la coopération internationale dans le domaine de l'énergie est essentielle. Tous les pays ont un intérêt vital à voir s'établir un équilibre stable entre l'offre et la demande d'énergie. Nous sommes très favorables à l'ouverture d'un dialogue constructif, sur l'énergie et sur les questions qui s'y rapportent, entre producteurs et utilisateurs afin d'améliorer la cohérence de leurs politiques...

**Relations avec les pays en développement**  
C'est dans un esprit positif et constructif que nous abordons la perspective de négociations globales dans le cadre des Nations Unies et la formulation d'une nouvelle stratégie internationale en matière de développement. Plus précisément, notre but est de coopérer avec les pays en développement dans les domaines des économies et de la mise en valeur des sources d'énergie, de l'expansion des exportations, de l'amélioration des compétences humaines et de la solution des problèmes fondamentaux d'ordre alimentaire et démographique...

Nous demandons à la Banque mondiale d'examiner dans quelle mesure les ressources et les mécanismes en place en faveur de l'exploration, du développement et de la production, tant des énergies classiques que renouvelables dans les pays en développement importateurs de pétrole sont adaptés et d'étudier les moyens, y compris la possibilité de créer une nouvelle filiale ou une nouvelle facilité grâce à laquelle elle pourrait améliorer et augmenter ses programmes de prêts en matière énergétique. Cette étude devra être réalisée en liaison tant avec les pays exportateurs de pétrole qu'avec les nations industrialisées.

Nous sommes profondément conscients de l'extrême pauvreté et de la malnutrition chronique qui touchent des centaines de millions d'êtres humains. Le besoin prioritaire de ces pays est de les aider à améliorer leur capacité à assurer leur autosuffisance alimentaire et à réduire leur dépendance à l'égard des importations alimentaires... Nous soutiendrons et, le cas échéant, compléterons les initiatives de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) afin d'améliorer les installations de stockage de céréales et de transformation et distribution des produits alimentaires. Nous soulignons l'importance d'un accroissement du nombre des participants à la nouvelle convention sur l'aide alimentaire afin d'assurer au moins dix millions de tonnes d'aide annuelle et la reconstitution équitable des ressources du Fonds international de développement agricole...

## Nouvelles brèves

Dans un numéro spécial sur la peinture québécoise, une revue britannique retrace avec précision l'évolution de l'art québécois depuis le régime français jusqu'en 1980. Ce document est le fruit d'une étroite collaboration entre la rédaction de la revue *Art & Artists* et la Délégation générale du Québec à Londres.

L'île de Montréal aura au moins une zone verte réservée à l'agriculture même si elle est surtout vouée à l'urbanisation dans le plan directeur de la Commission de protection du territoire agricole (CPTA). Il s'agit de 460 hectares dans Sainte-Anne-de-Bellevue, localité située à l'extrémité sud-ouest de l'île.

La Société pour l'expansion des exportations a annoncé la conclusion d'un accord de financement de US\$2 millions avec le gouvernement de la Jamaïque. L'accord touche la vente de matériel ferroviaire canadien.

La Commission de réforme du droit du Canada a publié récemment, dans la série "Droit administratif", une étude intitulée *Le Contrôle politique des organismes administratifs autonomes*, 212 pages.

Mme Maureen McTeer, épouse de l'ancien ministre du Canada, M. Joe Clark, a été nommée membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa. Mme McTeer, qui est âgée de 31 ans, est une ancienne étudiante en droit de l'Université.

*Hebdo Canada* est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

*This publication is also available in English under the title Canada Weekly.*

*Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.*

*Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.*